



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/1999/53
2 septembre 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la promotion et de
la protection des droits de l'homme
Cinquante et unième session
Point 5 de l'ordre du jour

LA RÉALISATION DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE
EN CE QUI CONCERNE LES FEMMES

Lettre datée du 26 août 1999, adressée au Président de
la cinquante et unième session de la Sous-Commission
par le Représentant permanent du Pakistan auprès
de l'Office des Nations Unies à Genève

1. La présente lettre concerne la résolution L.24 sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan adoptée par la Sous-Commission le 25 août 1999.
2. Au moment de l'adoption de cette résolution, la personne qui prétendait représenter l'Afghanistan a, au lieu d'axer sa déclaration sur le sujet examiné, porté des accusations dénuées de tout fondement contre le Pakistan. Ce fait est regrettable. La délégation pakistanaise est d'avis que, puisque cette personne utilisait son temps de parole à des fins politiques, il y avait tout lieu de lui signifier qu'elle s'écarterait du sujet.
3. La délégation pakistanaise n'a pas pu réagir aux allégations en question, car on lui a fait savoir que le règlement intérieur de la Sous-Commission ne prévoyait pas de droit de réponse. En quelque sorte, le soi-disant représentant de l'Afghanistan a été protégé contre une réaction du pays qu'il a délibérément diffamé devant la Sous-Commission, ce qui n'est ni loyal, ni démocratique.
4. On nous a conseillé de communiquer notre réponse à cette déclaration par écrit afin qu'elle figure dans le rapport de la session. J'espère que le point de vue du Gouvernement pakistanais exposé ci-après y sera consigné dans son intégralité.

"Le noble peuple afghan avait espéré voir revenir la paix après une décennie d'occupation étrangère de son pays. Malheureusement, la réalisation de son rêve reste encore lointaine et insaisissable, en raison des conflits internes opposant les Afghans.

Aucun autre pays n'a autant souffert du conflit en Afghanistan que le Pakistan. C'est la raison pour laquelle le Pakistan a le plus grand intérêt à ce que la paix soit rétablie en Afghanistan. Sa politique a toujours été de promouvoir un règlement pacifique et négocié du conflit en Afghanistan. Le Pakistan est le seul pays à rester en contact avec toutes les parties au conflit.

Peu de temps après avoir pris ses fonctions, en février 1997, le Premier Ministre pakistanais, Muhammad Nawaz Sharif, a lancé une initiative de paix en Afghanistan qui a abouti à la réunion d'un comité directeur, en avril 1999 à Islamabad, en vue d'élaborer les modalités d'une convention d'oulémas qui traiterait des problèmes de l'Afghanistan en tenant compte de la charia et des traditions de ce pays. Bien que des progrès significatifs aient été réalisés par le comité directeur, le processus a déraillé en raison de divergences mineures entre les parties afghanes.

Le Gouvernement pakistanais soutient fermement le processus 'six plus deux' entamé sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Il persiste à promouvoir la réconciliation entre le Gouvernement taliban et l'Alliance du Nord. À cet égard, les initiatives les plus récentes lancées pour rétablir la paix en Afghanistan grâce à des discussions approfondies entre les diverses parties afghanes ont pris la forme de pourparlers tenus il y a deux jours à Douchanbé. Le Pakistan continue à promouvoir le rétablissement de la paix en Afghanistan.

Le Pakistan a toujours respecté la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan. Il est convaincu que la paix ne peut revenir en Afghanistan sans cessation de toute ingérence étrangère dans ce pays. La saisie l'année dernière par les autorités kirghizes du chargement d'un train composé exclusivement d'armes destinées à l'Alliance du Nord (700 tonnes selon certaines sources) montre que d'énormes quantités d'armes continuent à être passées en fraude en Afghanistan. À ce sujet, le Gouvernement pakistanais a invariablement réclamé un embargo total sur la livraison d'armes à toutes les parties au conflit en Afghanistan.

Les accusations portées contre le Pakistan par une personne représentant une faction sont tendancieuses et vont à l'encontre du but à rechercher."

5. J'espère que ces observations figureront intégralement dans le rapport de la cinquante et unième session de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

L'Ambassadeur
Représentant permanent
(Signé) : Munir AKRAM
